

ANARCHOSYNDICALISME!

2 EUROS N°108 /// SEPTEMBRE-OCTOBRE 2008 /// ISSN 1240 /// CCPAP 0911 G 89086



_ EDVIGE, ARDOISE ET LES AUTRES _ 20001-2008 : MOURIR POUR DES VOLEURS _ LA VÉRITABLE
UNITÉ SYNDICALE EST EN MARCHÉ : TOUS D'ACCORD POUR NE RIEN FAIRE _ BOYCOTT DES PRUD'
HOMALES ET DES ÉLECTIONS PARITAIRES _ LA PREMIÈRE CHOSE, C'EST DE NE PAS SE LAISSER FAIRE
_ FRANCE-RUSSIE: NE LAISSONS PAS LE MONOPOLE DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE AUX
OPPRESSEURS _ NON À LA NOUVELLE GUERRE DU CAUCASE ! _ L'EXEMPLE DE LA FORA _ MAROC :
VACANCES DE RÊVE POUR LES TOURISTES, "AZZARWATA", PRISON ET TORTURE POUR LE PEUPLE
_ LE CAPITALISME, LA CRISE ET LA GUERRE ...

C.N.T - A.I.T

RESISTANCE POPULAIRE

Anarchosyndicalisme !

7, rue St Rémésy,
31000 Toulouse.
Tel : 05 61 52 86 48

ABONNEMENT UN AN

Tarif normal : 10 euros
Abonnement de soutien :
20 euros ou plus

Libellez les chèques à :

CDES
CCP 3 087 21 H Toulouse

**POUR SAVOIR
SI VOUS ÊTES À JOUR :**

Le numéro qui figure en bas de la bande-adresse est le dernier numéro compris dans votre abonnement.

Si ce numéro est inférieur au numéro de publication qui figure sur la couverture, vous êtes en retard.

Si votre abonnement est à jour, ne tenez pas compte des prospectus de relance qui peuvent être insérés automatiquement dans le journal.

Anarchosyndicalisme ! est adressé gratuitement sur demande aux prisonniers.

**POUR DIFFUSER
ANARCHOSYNDICALISME !
AUTOUR DE VOUS**

Vous pouvez recevoir plusieurs exemplaires pour les diffuser. Prenez contact avec le journal pour les modalités pratiques.

Les articles et des infos en ligne sur les sites /

<http://cnt-ait-toulouse.fr>

<http://cnt-ait.info>
(CNT-AIT de Paris-Nord)

<http://cnt.ait.caen.free.fr/>
(avec forum)

Ce journal est rédigé, mis en page, assemblé par des militants, salariés ou chômeurs.

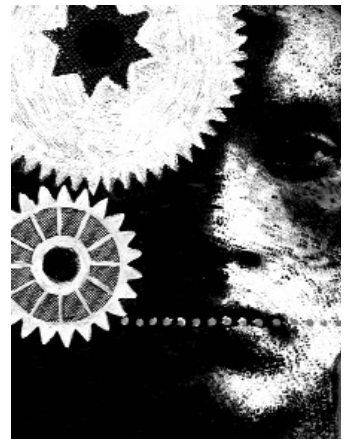
Directeur : J. Pastor

Edvige, Ardoise et les autres

En cette fin d'année 2008 certains semblent découvrir l'existence des fichiers de police... Incroyable non, au pays de la liberté et des droits de l'homme réunis ? Des fichiers de police ? Ça existe encore ? Noooooonnnn ? ... et voilà nos bon petits républicains, qui partent en croisade contre EDVIGE.

De fait, ces fichiers méritent pleinement qu'on s'y intéresse et qu'on fasse tout pour les éliminer. La volonté de contrôle de la vie privée et de la vie publique qu'ils recèlent est réellement immonde. Le sentiment d'écoeurement, la nausée qui saisit toute personne censée qui prend connaissance de tout ce qui va y être fiché est salutaire.

Edvige, ... le joli prénom ! Mais comment donc s'appelait-il donc ce fameux fichier; vous savez bien, l'autre, celui qui répertoriait tous les Juifs de France ? Elaboré sous Pétain avec l'aide de la Gestapo, ce fichier n'a pas été détruit après la guerre. Des fonctionnaires de police français, certainement soucieux de bonne gestion l'ont soigneusement conservé dans leur préfecture, "au cas où" probablement. Comme quoi, l'habitude des fichiers ignobles ne date pas d'hier... Il fut malencontreusement mis à jour par un fonctionnaire naïf dans les années 80, qui s'en indigna et le fit savoir... On nous dit qu'il a été détruit... à moins qu'on ne découvre qu'il est en voie de fusion avec Edvige ? Car Edvige aime savoir si vous êtes juif ou d'une autre religion, si vous avez la moindre activité économique, sociale, politique, syndicale. Tout l'intéresse. Même les "institutionnels", les "élus" sont visés. C'est dire le niveau de confiance que les politiques s'accordent entre eux ! Et il n'y a pas d'âge, ou presque pas, pour pénétrer dans Edvige : dès 13 ans, chacun peut y être fiché. Et ce n'est pas le seul fichier, un autre, ARDOISE répertorie toutes les infractions. Les auteurs supposés seront dedans. Et même les victimes, s'il y a un lien avec leur religion ou leur homosexualité. Comme par hasard. Edvige, Cristina... au moins on voit où ils veulent en venir. Les dénoncer est nécessaire. Mais insuffisant. S'il ne s'agit que de rétablir "l'ordre républicain" précédent, si on oublie le reste, tout le reste, la police ne sera pas très perturbée dans ses mauvaises habitudes et le processus se poursuivra. Car, au nom de cette fameuse démocratie, avec l'appui des médias et de tous les partis politiques qui, depuis 15 ans ont martelé sur "l'insécurité", faisant monter la trouille, s'est installé, sans complexe, et continue de s'installer le contrôle total du monde : micros et caméras de surveillance dans les rues, les gares, les autoroutes, les parkings, ... technologies pistables (téléphones et ordinateurs portables, cartes bancaires, GPS, etc.), sans parler de la biométrie à l'école ou ailleurs. Et côté "échanges d'informations", légalement ou pas, les fichiers informatiques des uns sont connectés à ceux des autres, la police d'ici collabore avec celle de partout, la nôtre entraîne la police russe, comme l'armée française "formait" en son temps les militaires de Pinochet. Elle est sur-équipée, fiche tout le monde tandis que, "nos soldats" s'entraînent contre l'ennemi intérieur, c'est-à-dire contre les populations. Seraient-ce de simples coïncidences ? Bref, Edvige n'est pas la seule atteinte à la liberté. Elle ne doit pas être l'arbre qui cache la forêt bien touffue des systèmes de surveillance et d'oppression mais le signal du début de la nécessaire "déforestation".



quelques mois de l'arrêt par la banque centrale américaine de la publication du nombre de dollars en circulation est un indicateur de la gravité de la situation. En effet, maintenant que ce chiffre n'est plus disponible, les USA ont toute latitude pour se servir à grande échelle de la planche à billet pour payer leurs dettes (les USA sont le pays le plus endetté au monde) en imprimant des billets qui, d'après les règles du capitalisme lui-même, sont sans valeurs. Dans ces conditions, un effondrement du dollar gagne en probabilité.



PAUVRE

Or, cette monnaie déjà très fragile est la référence pour les échanges internationaux. Un effondrement du dollar, aurait des conséquences sur ceux-ci. La parade trouvée par les USA est un grand classique du genre : la guerre ! Si elle détruit des vies humaines et consomme des matières premières, la guerre est pour les capitalistes une excellente façon de maintenir l'activité ou de relancer la machine économique. Elle permet d'imposer à sa propre population des restrictions supplémentaires, elle permet de piller les populations d'autres pays. Quant les USA se montrent si belliqueux vis-à-vis des forces de "l'axe du mal", ce n'est pas tant qu'ils croient tant au dieu qu'ils invoquent sans cesse ni même à la simple justice humaine dont ils seraient le bras armé. C'est tout simplement qu'ils cherchent à sauver leur système économique. Car, pour ce qui est de la "morale", ils restent toujours prêts (et l'actualité le montre sans cesse) à pactiser avec la pire pourriture (qu'elle que soit son idéologie) si cela doit renforcer leur commerce !

CET ARTICLE DEBUTE AU VERSO, EN PAGE 20

dans sa tête, ou en train de faire laborieusement semblant parce qu'il faut bien montrer l'exemple. Quand France Info nous a appris que tu avais sauté par la fenêtre, entre deux reportages sur la fraude aux ASSEDIC et les gosses sans papiers qui font leur rentrée la peur au ventre, on était nombreux, tellement nombreux à se préparer à aller affronter notre référent, notre éducateur, notre huissier, notre conseiller ANPE... A chercher dans le marc de café, la force de fermer sa gueule, d'acquiescer, de se justifier, de s'excuser, de démarcher.

On a marqué un temps d'arrêt. On a passé cinq minutes, à s'imaginer le moment qui viendra inéluctablement, au train où vont les choses et le nombre de rendez-vous où on ne va plus, à force de petits matins à éteindre le réveil et à décrocher le téléphone, en se disant qu'on ira plus tard, quitte à se passer de bouffer. Le moment où l'huissier frappera à la porte.

On s'est dit qu'on aurait bien aimé être là avec toi, ce matin là, comme on aimerait bien qu'il y ait quelqu'un pour nous le jour venu. On aurait bien aimé lui faire savoir, au Maire d'Istres, que notre beau pays compte plus de "marginalisés volontaires" qu'il ne se l'imaginait.

A nous tous, on aurait fait taire les vieilles rombières sarkosystes, et leur "Quand on a des enfants, on fait ce qu'il faut pour les nourrir", ces saloperies de corneilles qui te rétorqueront "qu'on ne peut pas accueillir toute la misère du monde", si tu leur parles de ce gosse, qui lui aussi s'est jeté par la fenêtre pour échapper à l'expulsion.

Toi et nous, si seulement on l'avait franchi à temps, le pas qui nous ferait sortir de la rubrique "Fait divers" pour entrer dans la rubrique "Social" du torchon gra-

tuit, qui a osé titrer sur ton "mystérieux suicide".

On sait tous qu'il suffirait de si peu : oser adresser la parole à la femme fatiguée qui attend son tour dans la queue du service social, arrêter de faire semblant de lire le dernier "Rebondir" pour se donner une contenance, et lui demander si par hasard, elle aussi, n'éprouve pas "une méfiance envers tous les acteurs publics". Si par hasard, elle aussi n'éprouverait pas ce mystérieux sentiment de trop plein, cette rage rentrée, cette envie de hurler "Non et encore non", et de déchirer en tous petits morceaux tous les contrats sur lesquels on s'est engagés à continuer de vivoter, bien poliment.

Fatiguée d'attendre, tu t'es barrée. Ça t'évitera d'entendre leur baratin sordide, de les voir citer des sociologues aux bottes qui ont inventé le "non-recours", pour qualifier nos dégoûts, nos désespoirs et nos refus, qui font qu'on préfère parfois crever plutôt qu'aller signer pour encore six mois d'insertion et d'humiliation dans leurs sinistres officines.

Mais monsieur le maire aurait du la fermer. Ne pas donner un nom, une explication aux réveils qu'on ne veut plus entendre, aux courriers qu'on n'ouvre plus, aux bons alimentaires qu'on ne va plus quémander.

Parce qu'il se pourrait bien qu'on finisse par oser la partager "cette méfiance envers tous les acteurs publics". Les "auto marginalisés" pourraient bien finir par se reconnaître, se compter, et faire qu'enfin demain soit un autre jour. C'est une possibilité qui nous est offerte, à tous, au moins jusqu'au jour où l'huissier viendra frapper à la porte.

Résistance au travail obligatoire
<http://www.collectif-rto.org/spip.php?article679>

...A PROPOS D'UNE MERE DE FAMILLE EN VOIE D'EXPULSION QUI S'EST DONNE LA MORT EN SE DEFENESTRANT

Elle n'était pas sans papiers. Mais elle s'est quand même jetée par la fenêtre pour échapper à l'huissier venu l'expulser, elle et ses deux enfants.

Il faut bien trouver une raison, une qui soit acceptable, qui minimise ce à quoi elle voulait échapper.

Sinon, ça pourrait laisser penser qu'on peut avoir la chance d'être en situation régulière, et préférer la mort à l'expulsion locative. Parce que ce n'est rien, une expulsion locative, au pays de la loi DALO, des foyers d'hébergements, pardon, de stabilisation, c'est juste la vie.

Le maire n'a pas tardé à la trouver, l'explication, l'épithète qu'il aura le lourd devoir de lire, le jour de l'enterrement au "carré gazon", avec des sanglots discrets dans la voix.

Selon le premier magistrat d'Istres "Son geste signe clairement la méfiance qu'elle éprouvait envers tous les acteurs publics de la société". Tiens, il a compris quelque chose, Monsieur le Maire. Ça le stupéfie, au point qu'il ne peut que parler de "marginalisation volontaire". Comment, mais comment peut-on se méfier de "tous les acteurs publics de la société" ?

l'ordre des choses qu'une jeune femme du même âge, en situation irrégulière se défenestre pour y échapper. Nul, pas même le maire d'Istres, n'ira nier qu'il est compréhensible de risquer la mort, quand il s'agit d'échapper à un service public et à des prestations sociales qui se résument à l'arrestation, au camp de rétention ou éventuelle-

ment à l'aide au "retour volontaire" vers la misère totale.

Mais cette jeune femme parfaitement en règle, ce qui l'attendait, ce n'était pas cela. Ceux qui cherchaient à la contacter, en vain depuis des mois, voulaient "l'aider". Ils représentaient l'Etat, protecteur et bienveillant, l'organisme HLM, près de ses sous mais pas mauvais diable, prêt à tout pour la guider, fermement mais justement, sur le chemin de l'insertion qui commence par le paiement du loyer en temps et en heure.

Elle aurait pu être tellement normale, sa vie si elle avait décroché son téléphone, si elle s'était rendue aux rendez-vous proposés. D'abord, on lui aurait appris à gérer son budget.

Il lui aurait suffi de signer une autorisation de prélèvement et chaque mois, le montant du loyer plus une somme pour le remboursement de la dette aurait été pris dès le jour de versement de ses prestations ou de son salaire. Ça évite les tentations bien compréhensibles : faire le plein à Carrefour, acheter un jouet pour les gosses, se payer une bière ou un ciné et compromettre ainsi son fragile équilibre financier.

On lui aurait laissé ce qu'on appelle joliment le "reste à vivre", cinq euros par jour et par personne.

Bien sûr, elle n'aurait pu bénéficier d'une fourniture d'énergie normale, ce n'est pas assez pour payer la facture EDF. Mais elle aurait eu le "service maintien énergie" : avec un emploi du temps soigneusement organisé, elle aurait pu repasser ou mettre une

machine en route, remplacer le gratin de patates qui fait sauter le compteur par des patates à l'eau. Les patates sont chères ? C'est prévu aussi. Chaque semaine, lors de son rendez-vous hebdomadaire avec sa référente sociale, elle aurait eu droit à un bon pour les Restos du Cœur, ou pour l'épicerie sociale de la Sainte Charité des Derniers jours, et à deux litres de lait en sus des patates.

Les gosses en auraient eu marre des patates, auraient réclamé à corps et à cris un cartable Dora l'Exploratrice, et des bonbons, et des baskets neuves... Mais c'est prévu aussi : souvent les parents ont tendance à "la démission", à la "déperdition d'autorité". Alors avec sa référente, la maman aurait signé "un contrat de responsabilité parentale".

Au moindre écart, on lui aurait coupé les allocations, et l'éducateur, chaque semaine aurait rappelé cette possibilité aux bambins. La mère aussi aurait eu droit à son contrat et à son éducateur. Nous autres, "marginalisés volontaires", sommes au fond de grands enfants qui n'ont pas su renoncer à leurs rêves de soleil et d'aventures. Des attardés qui persistent à vouloir une vie, une vraie, pas un boulot de caissière à mi-temps à écouter le bip de toutes les jolies choses qu'on n'aura jamais, pas écailler les poissons dans une usine puant la mort.

Elle, chaque semaine, se serait rendue dans les salles grises d'un quelconque service d'insertion, apprendre à trouver la "motivation", le "goût du travail", sous l'œil vigilant d'un référent bien